

Les Patriotes : une lutte politique à poursuivre

Les Patriotes se sont battus pour obtenir un gouvernement responsable, c'est à dire un gouvernement par le peuple et pour le peuple. Aujourd'hui, si l'Assemblée nationale du Québec est le siège d'un gouvernement responsable, c'est grâce à la lutte politique menée par les Patriotes.

Le problème politique en 1837

En 1791 l'acte constitutionnel accorde aux deux nouvelles provinces : Le Haut et le Bas-Canada, une chambre d'assemblée. Cette Assemblée élue par le peuple doit refléter la volonté populaire. Toutefois, le conseil législatif dont les membres sont nommés par le gouverneur peut rejeter toute loi votée par l'Assemblée. Le gouverneur nommé par Londres n'a d'aucune façon à répondre de ses actes devant l'Assemblée. Il est assisté d'un conseil exécutif dont il nomme aussi les membres.

La seule chambre élue est l'Assemblée. Rapidement, elle entre en conflit avec le gouverneur, le conseil législatif et exécutif. Bien entendu, les lois adoptées par l'Assemblée ne vont pas dans le sens des intérêts de la métropole. Le gouverneur et ses acolytes refusent donc systématiquement de sanctionner les lois adoptées par le représentant du peuple. Bénéficiant d'un appui populaire grandissant, l'Assemblée réclame vigoureusement des réformes afin de mettre un terme à cette situation antidémocratique. Longtemps, l'Assemblée demande la responsabilité ministérielle et Londres refuse prétextant que le gouverneur doit être responsable devant la métropole et non devant l'assemblée coloniale. Devant le refus de Londres, l'Assemblée devient intransigeante et refuse de siéger tant et aussi longtemps que les réformes exigées n'auront pas été appliquées.

Au départ, la lutte se caractérise par des moyens de pression; pétitions, campagnes populaires, boycottage économique, assemblées publiques, etc. Londres n'allait pas fléchir, mais plutôt durcir sa position. Dès lors, plusieurs Patriotes sont destitués, d'autres forcés à démissionner. Le gouverneur Gosford accuse de crime de haute trahison grand nombre de leaders Patriotes et offre des récompenses pour la capture ceux-ci. Même la tête de Papineau est mise à prix, on offre 4,000 piastres à quiconque pourra l'amener à être jugé. Les premiers affrontements n'allaient tarder...

La lutte politique en 2006

Aujourd'hui, le gouvernement qui siège à l'Assemblée nationale a le pouvoir de légiférer, mais ne possède pas l'éventail complet des pouvoirs nécessaires à l'épanouissement du peuple du Québec, pris qu'il est dans le carcan fédéral. Pour briser ce carcan, il faudra renouer avec une dynamique de lutte politique à la manière des Patriotes.

Or, trop souvent le parti représentant les indépendantistes lorsqu'il a formé des gouvernements s'est refusé à utiliser pleinement l'héritage légué par les Patriotes; le pouvoir de légiférer pour le peuple du Québec. La timidité et la peur d'outrepasser la légalité constitutionnelle *canadian* a conduit ces gouvernements à l'attentisme et au provincialisme. Ainsi, le gouvernement du Canada s'est vu ouvrir la porte toute grande à l'envahissement de nos champs de compétence, violant même les dispositions de sa propre constitution. En 1995, ce gouvernement étranger s'est même permis de violer la démocratie en volant ni plus ni moins un pays aux Québécois.

Le jour où un parti indépendantiste reformera un gouvernement, il ne devra pas hésiter à utiliser l'héritage des Patriotes - c'est à dire le pouvoir - afin d'achever la lutte entamée par ces derniers. Le peuple du Québec est en avance sur sa classe politique, il n'attend que l'avènement d'un véritable gouvernement national. Un gouvernement qui agira uniquement dans l'intérêt de ses citoyens et qui mènera une lutte politique sans merci à l'État *canadian* en marquant une rupture nette par des gestes de souveraineté.

Nous du Mouvement pour une élection sur la souveraineté (MES) croyons qu'il faille se saisir de l'héritage des Patriotes en utilisant pleinement le pouvoir afin de réaliser l'indépendance du Québec.

Sophie St-Gelais, Félix Pinel